

L'EUROPE FACE À ISRAËL : le test de la guerre du Liban

Manfred Gerstenfeld

Manfred Gerstenfeld est président du Conseil d'administration du Jerusalem Center for Public Affairs. Spécialiste en stratégie d'affaires auprès de grandes firmes mondiales, de gouvernements, d'institutions internationales. Il est le rédacteur de *Jewish Political Studies Review*, *Changing Jewish Communities et Post-Holocaust and Anti-Semitism*. Parmi une dizaine de livres publiés (en cinq langues), on note *Europe's Crumbling Myths : The Post-Holocaust Origins of Today's Anti-Semitism*, JCPA, Yad Vashem, WJC, 2003 ; et *Israel and Europe : An Expanding Abyss ?* JCPA and Konrad Adenauer Stiftung, 2005.

L'Union Européenne a manifesté depuis plusieurs années son ambition d'être un acteur politique « global ». Cette partie très vaste d'un continent qui compte 450 millions d'habitants veut agir comme un contrepoids aux États-Unis et jouer un rôle prépondérant sur la scène mondiale.

La guerre de l'été libanais fournissait une occasion majeure de montrer qu'elle pouvait, grâce à une démarche rapide, arrêter un conflit encore dans ses premiers balbutiements, en offrant une contribution majeure à sa solution.

L'occasion était exceptionnelle alors que les États-Unis sont essentiellement préoccupés par l'Irak et l'Afghanistan. De plus, le Liban représente pour l'Europe et en particulier la France un intérêt privilégié. De nombreuses circonstances favorisaient donc la reconnaissance à l'Europe d'un rôle prépondérant dans ce conflit.

Le Hezbollah a attaqué Israël le 12 juillet en tuant trois soldats israéliens et en capturant deux autres. Cinq autres soldats furent tués lors de la tentative de libérer les soldats retenus en otages. Des Katiouchas furent aussi tirées sur Israël. Le 13 juillet, Israël réagissait massivement, entre autres en bombardant l'aéroport international de Beyrouth.

Israël s'est retiré en 2000 du Liban sous le premier ministre Ehud Barak. L'armée libanaise avait échoué à occuper les positions qu'Israël avait abandonnées. Israël n'avait pas de conflit territorial avec le Liban. Le Hezbollah, les agresseurs, représentaient une faction du gouvernement libanais élu. Ils avaient accumulé des quantités massives d'armes sur le territoire libanais sans que le gouvernement du pays s'y oppose.

Hypocrisie européenne

Le 13 juillet, la Finlande, qui assurait alors la présidence tournante de l'Union européenne, émettait un communiqué en son nom : « L'Union européenne est très inquiète de l'utilisation disproportionnée de la force par Israël au Liban en réponse aux attaques du Hezbollah sur Israël. La présidence déplore la perte de vies civiles et la destruction de l'infrastructure civile. L'imposition d'un blocus maritime et aérien sur le Liban ne peut se justifier ». (1)

L'expression « utilisation disproportionnée de la force » est devenue un lieu commun pour beaucoup de politiciens de salons et de commentateurs, dans leur narration de la provocation du Hezbollah et de la réaction d'Israël. C'est devenu un exemple de la façon dont un double standard est appliqué à Israël, en exigeant de lui une conduite non requise de toute autre nation démocratique.

La définition pragmatique de l'antisémitisme par le Centre de l'Union européenne d'observation du Racisme et de la Xénophobie (EUMC) mentionne de tels standards comme un critère de ce racisme. (2)

L'auteur Frédéric Forsyth a montré du doigt l'hypocrisie européenne. « Certains de nos politiciens, écrit-il, tentés par un populisme facile et les ovations à bon marché, ont qualifié la réponse israélienne de "disproportionnée"... Pourquoi les accusateurs n'ont-ils pas mentionné la Serbie ?... En 1999, cinq forces aériennes de l'Otan – américaine, britannique, française, italienne et allemande – ont commencé à tabasser la Yougoslavie, la petite province sans défense de Serbie. Nous n'étions pas en guerre avec les Serbes, nous n'avions pas de raison de les haïr, ils ne nous avaient pas attaqués et aucune roquette serbe ne tombait sur nous. Mais nous les avons pour ainsi dire rétrogradés à l'âge de pierre par nos bombes. Nous avons fait sauter tous les ponts que nous pouvions voir. Nous avons écrasé leurs stations de télévision, les baraques militaires, les aéroports et les autoroutes. Nous ne nous battions pas pour nos vies et aucun terroriste ne rôdait parmi la population

civile mais nous avons tiré sur les blocs d'appartements et des usines. Il y a eu des pertes civiles. Nous ne l'avons pas fait durant 25 jours mais pendant 73 jours. Nous avons bombardé ce petit pays, le faisant retourner économiquement 30 ans en arrière en réduisant son infrastructure à des décombres... Au cours de ces 73 jours de bombardement de la Serbie, je n'ai jamais entendu un moraliste britannique utiliser le terme de "disproportionné" » (3)

Équivalence entre démocratie et terrorisme

La déclaration finlandaise n'a même pas tenté de situer la position de l'Union Européenne à équidistance d'une démocratie attaquée et de ses agresseurs terroristes. Fréquemment, après, on a pu entendre des voix mettant au même niveau moral l'attitude d'Israël et les actions du Hezbollah. La façon dont les prises de position européennes aident *de facto* les terroristes a été illustrée encore plus par le premier ministre socialiste espagnol José Luis Zapatero : « de mon point de vue, Israël a tort. Une chose est l'auto-défense et une autre est une contre-offensive en forme d'attaque générale au Liban et à Gaza qui va juste entraîner une escalade de la violence dans la région ». (4)

Le 2 août, la présidence finlandaise a annoncé que l'Union européenne ne placerait pas le Hezbollah sur sa liste d'organisations terroristes. Plus tôt, ce même jour, elle a aussi affirmé qu'elle considérerait la décision d'Israël d'intensifier les actions militaires contre le Hezbollah comme « inacceptables ». (5)

Plus proches dans leurs positions vis-à-vis d'Israël étaient les gouvernements d'Allemagne, de Grande Bretagne et la République tchèque. Le premier ministre britannique Tony Blair déclara dans un discours à Los Angeles que l'Islam réactionnaire avait profité des circonstances dans un premier temps à Gaza, ensuite au Liban : « Ils savaient ce qui allait se passer. Leur terrorisme provoquerait une riposte massive de la part d'Israël. En quelques jours, le monde aurait oublié la provocation initiale et serait choqué par la riposte. » (6)

Les prétentions de l'Union Européenne et ses capacités

Le fossé entre les prétentions de l'Union Européenne et ses capacités à jouer un rôle majeur est devenu progressivement clair au cours de la guerre. L'Union Européenne avait du mal à arriver à un accord sur la procédure proposée pour un cessez-le feu. (7) Elle ne pouvait pas non plus décider rapidement de la nature de sa contribution à la solution du problème. Les divergences d'opinion entre les États membres de l'Union Européenne ont rendu impossible une position unique forte.

La guerre du Liban était plus qu'un test décisif pour les capacités européennes. C'était aussi une chance pour l'Europe de montrer qu'elle se tenait derrière Israël quand il était menacé par un groupe terroriste aux objectifs géno-

cidaires. La position de l'Union Européenne, n'importe comment, même maintenant, était dans le meilleur des cas, tiède. Quand la décision de l'ONU concernant une force internationale a été prise, il est vite apparu clairement qu'elle n'assumerait pas la tâche principale, nécessaire pour ramener la paix dans la région, à savoir le désarmement du Hezbollah. Le meilleur qu'on pourrait espérer de cette décision était qu'elle atténuerait la menace terroriste.

La position de la France

Il aurait été raisonnable de supposer que les États membres de l'Union Européenne fourniraient rapidement la plupart des contingents militaires nécessaires à la force. Les réactions, quoiqu'il en soit ont été lentes et en particulier, l'offre de la France. Elle, qui s'était présentée comme le leader politique de l'Union Européenne dans les jours précédant le cessez le feu, a été surtout initialement très en dessous des attentes.

La déclaration gouvernementale la plus bizarre fut faite à la fin du mois de juillet par le ministre français des affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy. Avant sa rencontre avec le ministre des affaires étrangères iranien, il a pu qualifier l'Iran de « grand pays, un grand peuple et une grande civilisation qui est respectée et qui joue un rôle de stabilisation dans la région ». (8)

Quelques jours plus tard, il eut à réagir au commentaire du Président iranien Mahmoud Ahmadinejad pour qui la solution à la violence au Moyen Orient était « l'élimination du régime sioniste ». Certes, Douste-Blazy, sur France-Inter, a-t-il affirmé « je condamne totalement ces propos », en ajoutant qu'ils étaient « absolument inacceptables de la part de n'importe qui, en particulier de la part d'un Chef d'État. » La crise présentait, selon lui, une opportunité pour l'Iran de « montrer qu'il peut jouer un rôle positif de stabilisation dans la région », en ajoutant que la déclaration d'Ahmadinejad « confirmait que tel n'était pas le cas ». (9)

La société civile européenne

Deux parmi ces nouveaux exemples, tirés de la société civile européenne, illustrent jusqu'à quel niveau, quelques Européens d'importance peuvent s'abaisser. Le 25 juillet, Sir Peter Tapsell, un député britannique conservateur a comparé la conduite d'Israël aux atrocités nazies dans le quartier juif de Varsovie. (10)

Cette comparaison ne révèle rien de la conduite d'Israël dans la guerre du Liban. Les Juifs à Varsovie n'avaient pas annoncé des années durant qu'ils éradiqueraient l'Allemagne de la surface du globe ni amassé des armes pour l'attaquer. Ce fut tout le contraire. Le Hezbollah, qui fait partie du gouvernement libanais, cherche à éradiquer Israël. En ce sens, il ressemble à l'Allemagne

nazie. La remarque de Tapsell nous renseigne avant tout sur lui-même, comme si ce n'était pas le Hezbollah qui lui rappelait les nazis.

Pourquoi Tapsell n'a-t-il pas regardé autour de lui, chez lui, par exemple le bombardement de Dresde par l'armée de l'air royale britannique (RAF) et les forces aériennes américaines entre les 13 et 15 février 1945 ? On estime à 25 000 et 35 000 civils tués dans cette ville. Sur 220 000 appartements à Dresde, 175 000 furent détruits ou endommagés.

L'autre exemple vient hors de l'Union Européenne, de la Norvège, un pays au long passé d'antisémitisme, un racisme courant au sein de larges parties de l'élite de gauche norvégienne contemporaine. Des caricatures sur Israël publiées dans des journaux de premier plan ressemblent souvent aux journaux nazis. Un écrivain très connu, Jostein Gaarder, auteur du bestseller mondial *Le monde de Sophie*, a écrit dans le quotidien de premier plan *Aftenposten* : « Il est temps d'apprendre une nouvelle leçon. Nous ne reconnaissons plus l'État d'Israël. Nous n'avons pas pu reconnaître le régime d'Apartheid, en Afrique du Sud, nous n'avons non plus reconnu le régime Afghan taliban. Un grand nombre de gens n'ont pas non plus reconnu l'Irak de Saddam Hussein ou l'épuration ethnique par les Serbes. Nous devons maintenant nous habituer à l'idée que : "L'État d'Israël dans sa forme présente est du passé. L'État d'Israël a violé la reconnaissance du monde et ne connaîtra pas la paix jusqu'à ce qu'il dépose les armes". » (11) Ainsi, ce pseudo-humaniste est-il devenu *de facto* un allié d'Ahmadinejad.

Pas de soutien sans équivoque, pas de pression

L'attitude structurelle de l'Union Européenne envers Israël a été bien décrite par un observateur américain. Jeffrey Gedmin, le président de l'Institut Aspen à Berlin. « L'approche européenne typique envers Israël est d'attendre jusqu'à ce qu'Israël réagisse à une attaque pour ensuite le critiquer ». Gedmin a ajouté : « On pourrait s'attendre à ce que les Européens disent au moins une fois : « C'est ce que nous ferions. Notre proposition est crédible pour un certain nombre de raisons bien fondées. Nous la soutiendrons de la façon suivante. Si vous l'acceptez et ce que cela échoue, nous vous protégerons en entreprenant un certain nombre d'actions majeures. Sur ce front, cependant, les Européens sont totalement absents ». (12)

L'affirmation de Gedmin s'est révélée exacte. Quand les Israéliens ont bombardé des civils le 30 juillet dans le village de Kana, les Européens le même jour l'ont fortement condamné. Une fois de plus, il n'y a pas eu de suggestions européennes pour mieux faire face à la situation. Par exemple, comment Israël pourrait combattre un ennemi qui place ses roquettes intentionnellement parmi les civils dans un pays où le gouvernement est incompétent à éviter la confrontation et régler ce problème.

L'ambassadeur israélien aux États-Unis, Oded Eran, décrit ainsi la position de l'Union Européenne durant la guerre : « alors qu'il n'y avait pas eu de soutien sans équivoque pour la bataille contre le Hezbollah, il n'y a pas eu de pression significative sur Israël pour finir la campagne militaire de telle sorte qu'il pourrait être exposé dans le futur à des menaces similaires ». Cette position plutôt neutre doit être perçue avec en arrière plan une série continue d'actes hostiles de la part de l'Union Européenne. Eran relève : « chaque mois, des déclarations critiques d'Israël continuent à sortir des réunions mensuelles des ministres des affaires étrangères. Tout en étant concoctées par des diplomates de rang moyen, il arrive rarement qu'elles ne soient pas automatiquement approuvées par les ministres ». (13)

Les États-Unis et l'Union Européenne

Pourquoi l'Union Européenne n'a-t-elle pas placé le Hezbollah sur sa liste d'organisations terroristes comme elle l'avait fait avec le Hamas ? Rijk Van Dam, un ancien parlementaire européen hollandais mentionne qu'une résolution parlementaire de mars 2005 avait qualifié le Hezbollah d'organisation terroriste. Il avait appelé les ministres européens à le placer sur la liste de ces organismes. Cela ne s'est pas produit. Van Dam ajoute qu'alors que les rencontres des diplomates de l'Union Européenne sont secrètes, il est connu que 22 sur 25 de ses membres ont accepté d'y inscrire le Hezbollah. Les trois opposants furent la France, l'Espagne et l'Irlande. (14)

L'attitude de l'Union Européenne durant la guerre a accentué les problèmes connus depuis de nombreuses années qui concernent deux sujets politiques liés. L'un est sa faiblesse face aux forces extrémistes du monde musulman. L'autre est sa disposition mentale face au terrorisme musulman dans l'Union Européenne. Ce dernier aspect s'illustre dans la proposition de l'Union Européenne de remplacer la notion de « le terrorisme islamique » par celle de « terrorisme qui invoque abusivement l'Islam ». (15)

La Mort d'Arafat

Les réactions de l'Europe à trois événements de ces deux dernières années ont été des tests limites montrant où elle se positionne. Le premier a été la mort d'Arafat à la fin de 2004. L'ancien diplomate israélien Freddy Eytan estime que dans l'hommage funèbre qu'il a lui rendu, « Chirac a été loin des exigences qu'exige le protocole. Il serait difficile de trouver à l'époque moderne, un autre chef d'État démocratique qui ait rendu un tel hommage à un chef de guerre d'un État virtuel ». (16) Arafat et l'OLP ont été les innovateurs principaux du terrorisme international. Selon n'importe quel standard, Arafat a été un criminel de guerre

proéminent. Il a autorisé la rémunération des « bombes humaines » qui ont tué des civils israéliens. Chirac et nombre d'autres leaders européens ont rendu hommage à l'homme qui a instauré le terrorisme international plus que tout autre dans les dernières décennies du xx^e siècle. Pire encore fut le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, qui a déposé une gerbe sur sa tombe alors qu'il était en chemin pour inaugurer un nouveau musée de l'Holocauste en Israël. (17)

Ahmadinejad

Le second test limite est l'attitude européenne envers le président iranien M. Ahmadinejad. Le 26 octobre 2005, ce dernier a appelé à l'élimination d'Israël lors d'une rencontre où d'autres leaders terroristes, Hassan Nasrallah du Hezbollah et Khaled Mash'al du Liban étaient présents. Cet appel génocidaire a suscité nombre de condamnations par les gouvernements occidentaux. Leurs réactions quoiqu'il en soit sont restés presque exclusivement verbales. Pas un seul pays occidental n'a rappelé son ambassadeur à Téhéran. (18) S'en étant sorti à plusieurs reprises sans beaucoup de problèmes avec ses appels répétés à un génocide contre Israël, Ahmadinejad a par la suite attaqué les Juifs en niant l'Holocauste. Il n'y eut que des condamnations verbales par les gouvernements occidentaux. Ahmadinejad a pu interpréter cette faiblesse de réactions comme une indication de ce que l'Occident et l'Europe en particulier étaient soit incapables ou non désireux d'aller au-delà des mots. Avec ses appels au génocide et ses affirmations niant l'Holocauste, il a offert à l'Occident un certain nombre de tests provocateurs.

Ahmadinejad a compris les réactions de l'Occident comme un signe que son pays ne risquerait presque rien si l'Iran avançait avec son programme de développement nucléaire. L'Iran représente des menaces multiples pour toute l'humanité, non seulement pour Israël et les Juifs. Exporter le terrorisme constitue l'une d'elles. On peut se demander si le Hezbollah aurait attaqué Israël si les toutes premières réactions occidentales face à l'Iran, son patron, avaient été plus fortes. Ainsi Ahmadinejad semble avoir lu dans le jeu de l'Europe plutôt bien. Les négociations avec l'Europe ont conduit nulle part et à la fin du mois d'Août, l'Occident n'avait même pas réussi à obtenir une condamnation de l'Iran au Conseil de sécurité.

L'affaire des caricatures de Mahomet

On a eu un aperçu de la mentalité régnant en Europe en une autre circonstance, au moment de la polémique sur les caricatures du prophète Mahomet. En septembre 2005, le quotidien danois *Jyllands-posten* a publié douze dessins sur le thème du prophète Mahomet. Des imams danois soufflèrent alors sur les

braises en organisant une tournée dans le monde arabe pour faire monter la pression contre le Danemark.

Au cours du mois de février 2006, les dessins ont provoqué des violences dans de nombreux pays, musulmans et non musulmans. On a attaqué et incendié un certain nombre d'ambassades et de missions diplomatiques européennes. Logiquement, l'Union européenne aurait dû réagir en condamnant cette éruption de violence et en insistant sur la liberté de presse en Europe. Tout au contraire, l'Union européenne a exprimé ses regrets dans la mesure où les desseins avaient été ressentis comme offensants par les Musulmans (19). Le monde islamique, Iran compris, a pris bonne note de la grande faiblesse que cette prise de position mettait en évidence. (20).

Le rappel à la réalité par les terroristes musulmans

Pendant la guerre du Liban, l'Union Européenne a donné l'impression que son seul intérêt dans la guerre était la proximité géographique des deux pays impliqués dans le conflit. Vers la fin de la guerre, elle s'est cependant rendu compte à nouveau que les courants qui alimentent la violence et les attentats de masse dans le monde, et qui sont loin d'être insignifiants, sont aussi actifs au sein même de l'Union. En outre, une fraction non négligeable de la population musulmane qui vit en Europe partage dans une certaine mesure la vision du monde de ces courants.

On a tenté le 31 juillet de faire sauter deux trains des lignes régionales en Allemagne. Pendant les semaines suivantes des suspects ont été arrêté : c'étaient tous des musulmans. Le 11 août on a appris qu'une cellule terroriste avait été démantelée au Royaume-Uni. Elle se proposait de faire exploser au-dessus de l'Océan atlantique, un certain nombre d'avions assurant la liaison avec les États-Unis. Il s'agissait exclusivement de musulmans nés au Royaume Uni. Pendant les semaines suivantes d'autres suspects ont été appréhendé par les autorités britanniques.

Confronté en même temps à la guerre du Liban et au terrorisme en Grande Bretagne, le débat public européen a oscillé entre deux thèses. D'un côté, les partisans de l'apaisement prétendaient que, s'il l'on prenait en compte les griefs des Musulmans, le terrorisme diminuerait. De l'autre, on constatait que les prédicateurs du Djihad, les adeptes de la violence anti occidentale issus du Moyen Orient, porteurs de l'idéologie de l'islamisme radical, étaient en train d'exercer une influence négative sur beaucoup de musulmans, sans forcément prendre en compte le comportement conciliant ou pas des Occidentaux. Ces deux écoles de pensée continueront à s'affronter en Europe parce que l'on découvrira inévitablement de nouvelles tentatives d'attentats terroristes musulmans, et que

certains réussiraient probablement. Vraisemblablement, plus il y en aura, plus les partisans de l'apaisement perdront du crédit.

Cette bataille des idées influence également les représentations des Européens sur le Moyen-Orient. Les tenants de l'apaisement affirment que le terrorisme musulman, et les problèmes que suscitent une partie des sociétés musulmanes d'Europe, disparaîtraient si le conflit israélo-palestinien était résolu. Les troubles de l'automne 2005 en France, où les émeutiers étaient des musulmans d'Afrique du Nord et de l'Ouest n'avaient rien à voir avec le conflit du Moyen-Orient. Elles s'expliquaient à la fois par des problèmes socio-économiques, par le racisme anti-blanc et parce qu'un nombre significatif de fauteurs de trouble étaient des délinquants. La paix au Moyen-Orient n'aurait pas épargné une seule voiture brûlée en France. (21)

Des conceptions idéologiques illusoire

Dans les dernières décennies l'Europe a autorisé l'immigration d'un grand nombre de musulmans. Une bonne partie d'entre eux n'est pas en mesure de s'intégrer dans sa culture, ou ne le désire pas. Ce faisant, les sociétés européennes qui sont plutôt xénophobes, se sont créées un sérieux problème qui ne pourra s'estomper au mieux que sur plusieurs décennies. Plus on découvrira de complots terroristes, plus il y aura d'attentats, plus l'idée d'une différence fondamentale entre l'islamisme et l'Islam sera perçue comme fautive. Au sein de l'Islam, il y a en réalité beaucoup de positions intermédiaires entre les adversaires de la violence et ses instigateurs, et c'est vrai aussi chez les musulmans européens. L'Europe s'en rend compte lentement, mais avec le temps elle ne pourra plus l'ignorer.

La prise de conscience des Européens est en partie entravée par les conceptions idéologiques illusoire répandues dans une fraction importante de sa population. L'afro-européenne Ayaan Hirsi Ali est une observatrice sans concession de ce phénomène, qu'elle appréhende à la fois de l'intérieur et de l'extérieur. Cette ancienne parlementaire hollandaise d'origine somalienne a quitté la Hollande pour les États-Unis au printemps 2006 parce que des Musulmans lui adressaient des menaces continues qui lui rendaient la vie presque insupportable.

Elle a résumé en peu de mots cette vision déformée : « Les gens de couleur, les Musulmans, et tous les immigrés non-Occidentaux ne sont pas des victimes. Ce sont des gens qui, comme moi, sont venus en Hollande à la recherche d'une vie meilleure. Il me revient d'améliorer ma vie, et je n'ai pas à demander aux autorités de le faire pour moi. Je demande seulement à pouvoir vivre dans un environnement de paix et de sécurité. La vision socialiste du monde est différente. Ceux qui ne sont pas blancs et chrétiens, et qui ne partagent pas les valeurs de la civilisation chrétienne, sont des victimes par définition. » (22)

Beaucoup d'Européens soutiendront toujours le faible. Ils ont perdu depuis longtemps la capacité de discerner entre les criminels et les victimes, les démocrates et les terroristes. Lors de la première guerre d'Irak, il y a eu en Europe un mouvement de sympathie soudain pour Israël. Des fusées Scud étaient tirées sur leur territoire, et les Israéliens ne réagissaient pas. Ils restaient cloîtrés dans des pièces étanches, avec des masques de gaz sur le visage. C'est comme cela qu'un grand nombre d'Européens les aiment : en tant que victimes possibles.

Robert Kagan a écrit dans une étude sur l'Amérique et l'Europe : « Les Européens parlent avec une grande assurance de la supériorité de leur approche globale, de la sagesse qu'ils se doivent d'apporter aux autres nations pour la résolution des conflits, et de leur manière d'aborder des problèmes internationaux. » (23) Ce mythe européen est périlleux pour beaucoup de monde, en particulier pour Israël.

Il est indispensable pour Israël de tirer un certain nombre de leçons importantes *a priori* de l'Union européenne qui ont pris un tour encore plus prononcé dans son attitude face à la guerre du Liban. La principale leçon, c'est que l'Europe persistera dans la neutralité, même si Israël est en situation de grand danger. Une autre leçon, c'est qu'un continent qui se crée beaucoup de problèmes à lui-même et qui n'est pas en mesure de les résoudre, est particulièrement mal placé pour dire à Israël, et aux autres, comment il faut s'y prendre. Le rôle de l'Europe dans la guerre du Liban a surtout servi à illustrer l'écart considérable entre ses prétentions et la réalité.

notes

1. « Russian defense minister says Hezbollah uses "terrorist methods" », *Haaretz*, 15 July 2006
2. Michael Whine, « Progress in the Struggle Against Anti-Semitism in Europe : The Berlin Declaration and the European Union Monitoring Centre on Racism and Xenophobia's Working Definition of Anti-Semitism » *Post-Holocaust and Anti-Semitism*, 41, 1 February 2006.
3. Frederic Forsyth, *Daily Express*, 11 August 2006.
4. Lopez Alba, « Zapatero Acusa a Israel de no Respetar la Legilidad Internacional, » *ABC* 16 July 2006 [Spanish]
5. « EU issues call for "cessation of hostilities" rather than cease-fire » *Haaretz*, 2 August 2006.
6. Tony Blair, Speech at the Los Angeles World Affairs Council, 1 August 2006.
7. « EU issues call for "cessation of hostilities" rather than cease-fire », *Haaretz*, 2 August 2006.
8. « A Beyrouth, Philippe Douste-Blazy prône des contacts avec l'Iran », *Le Monde*, 31 July 2006. [French]

9. «Ahmadinejad's call to destroy Israel draws French condemnation, » Haaretz, 3 August 2006.
10. « Tory MP : Lebanon raid reminiscent of Nazi atrocity on Warsaw ghetto », *Haaretz*, 26 July 2006.
11. Jostein Gaarder, « God's Chosen People. » *Aftenposten*, 5 August 2006. [Norwegian]
12. Manfred Gerstenfeld, interview with Jeffrey Gedmin, « Israel and Europe : An Expanding Abyss ? » (Jerusalem, Jerusalem Center for Public Affairs, 2005). 153-4
13. Manfred Gerstenfeld, interview with Oded Eran en voie de publication.
14. Manfred Gerstenfeld, interview with Rijk van Dam, « Anti-Israeli Bias in the European Parliament and other EU Institutions » *Post-Holocaust and Anti-Semitism*, 48, 1 September 2006.
15. Julia Gorin, « The EU Idiot's Guide to Islamic Extremism », *FrontPageMagazine. Com*, 15 August 2006.
16. Manfred Gerstenfeld, interview with Freddy Eytan, « Israel and Europe : An Expanding Abyss ? » 176
17. Meghan Clyne, « Annan's Bow at Arafat's Grave Sparks Outrage in City », *New York Sun*, 17 March 2005.
18. Manfred Gerstenfeld, « Ahmadinejad Calls for Israel's Elimination and Declares War on the West : A Case Study of Incitement to Genocide », *Jerusalem Viewpoints*, 536, 1 November 2005.
19. « EU says it regrets Muslims offended by the cartoons », *Reuters*, 27 February 2006.
20. Manfred Gerstenfeld, « The Mohammed-Cartoon Controversy, Israel, And The Jews : A Case Study, » *Post-Holocaust and Anti-Semitism*, 43, 2 April 2006.
21. Manfred Gerstenfeld, *The Autumn 2005 Riots in France : Their Possible Impact on Israel and the Jews*, (Jerusalem, Jerusalem Center for Public Affairs, 2006).
22. Manfred Gerstenfeld, « Ke'ev Harosh shel HaHollandim » *Makor Rishon*, 28 July 2006 [Hebrew].
23. Robert Kagan, *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*, (New York, Alfred A. Knopf, 2003) 62.